

Les antieuropéens tiennent la forme

Il s'agit des vilains canards de l'Europe. Des canards féconds, puisque les rangs des euroseptiques n'en finissent plus d'enfler. En 2004, l'Union pour l'Europe des nations (UEN) était devenue avec 44 députés le quatrième groupe politique du Parlement européen. Aujourd'hui, d'aucuns estiment que les contempteurs de l'Europe des pères fondateurs pourraient être plus d'une centaine au soir du 7 juin.

Plusieurs raisons expliquent cette montée en puissance. Aux partis euroseptiques traditionnels – comme l'ODS tchèque ou l'Ukip britannique, opposés par nature à une vision fédéraliste de l'Europe – sont venues s'ajouter ces dernières années des formations populistes ou d'extrême droite en pleine santé. « Opposés aux règles de l'Etat démocra-

L'ESSENTIEL

● Un point commun : ils détestent l'Europe des pères fondateurs. Les euroseptiques sont pour la plupart à la fête. Ils pourraient être plus d'une centaine au Parlement au soir du 7 juin.

● La crise économique participe à leur succès dans certains pays.

● Leur influence croissante menace de bouleverser les équilibres lors de votes particulièrement sensibles.

tique qui font selon elles la part trop belle à l'immigration massive, elles sont aussi contre les élites, ces élites qui ont mis en place l'Europe de Bruxelles », commente Jean-Michel De Waele, le directeur du Cevipol (ULB). Une grande famille donc qu'a agrandi dernièrement le Libertas du milliardaire irlandais Declan Ganley, l'homme du « no » au traité de Lisbonne, grand pourfendeur d'eurocrates (lire ci-dessous).

Les euroseptiques sont parfois servis par la crise mondiale. Pour eux, elle est la démonstration que l'Europe ne peut pas apporter de réponse efficace à un cataclysme boursier et économique de cette ampleur. A droite, mais à gauche également – Die Linke en Allemagne, le Nouveau Parti anticapitaliste en France – où l'eurosepticisme se conjugue avec

la critique du libéralisme économique qu'incarne la Commission européenne.

L'impact des « antis » varie d'un pays à l'autre. Succès attendu pour le FPÖ de Strache en Autriche ou pour le PVV de Geert Wilders aux Pays-Bas, mais baisse de régime pour le PIS du président polonais Lech Kaczyński...

Entre eurosepticisme croissant et abstention galopante, le lien n'est pas évident à établir. Si le battage des adversaires de l'Europe participe évidemment d'un état d'esprit, ils ne retirent en revanche que partiellement les marrons du feu : les abstentionnistes ne se déplacent pas davantage pour eux que pour les partis proeuropéens. « Il reste, dit encore Jean-Michel De Waele, que le vrai danger pour l'Europe est bien l'abstention car elle mine sa légitimité. La faute

à ceux qui font sa politique mais qui, une fois revenus dans leur pays, accusent Bruxelles de tous les maux. »

Quoi qu'il en soit, une énième poussée de fièvre euroseptique pourrait sérieusement modifier la donne au Parlement européen. Un nouveau groupe réunissant les « antis » est en gestation qui sera, dit-on, fatal à l'UEN. Surtout, les voix des euroseptiques de tous poils risquent de peser davantage lors de votes très sensibles. Ultrationalisme, xénophobie, voire racisme – celui du Vlaams Belang par exemple – s'accordent mal des valeurs d'une Europe qui se veut démocratique et moderne. « Heureusement », conclut Jean-Michel De Waele, la nature même de ces partis rend leurs alliances fatalement fragiles. ■

PASCAL MARTIN



PARADOXE : les Polonais vont battre des records d'abstention alors qu'ils étaient hier à Bruxelles – avec des « astronautes de la liberté » – leur rôle dans la chute du communisme, il y a vingt ans : le 4 juin 1989 étaient organisées en Pologne les premières élections semi-libres de tout le bloc de l'Est. © EPA

NOMBRE DE LISTES ÉLECTORALES DIFFÉRENTES POUR LES EUROPÉENNES (JUN 2009)



LE SOIR - 05.06.09

Le Soir
05.06.09

Irlande : Libertas peine à exporter le « no »

CLAREMORRIS DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Adossé à la vitrine d'un petit magasin, la femme d'une cinquantaine d'années refuse de serrer la main du politicien. « On ne vous voit que quand vous faites campagne ! » Une telle déclaration offre un boulevard à Declan Ganley, le leader du parti Libertas : « C'est la première fois que je me présente. Et je ne suis pas un politicien. Je les déteste encore plus que vous. » Deux minutes de plus, et la femme promet de voter pour lui.

A Claremorris, petite bourgade dans l'ouest rural de l'Irlande, Declan Ganley joue avec facilité de son statut d'outsider. Riche homme d'affaires, qui a fait fortune dans le matériel de communication militaire, il s'est fait connaître l'an dernier en menant une habile campagne contre le traité de Lisbonne, qui s'est conclue sur une victoire du « non ».

Après ce premier succès retentissant, l'homme rêve de jouer les trublions à travers l'ensemble de l'Europe. Il présente au total plus de 600 candidats sous l'étiquette Libertas dans 14 pays, y compris en France, sous la houlette de Philippe de Villiers. Cela en fait la première tentative sérieuse de création d'un vrai parti paneuropéen. « Je vise 106 élus », affirme Declan Ganley. Mais à en croire les sondages, ce rêve est loin d'aboutir ! Les électeurs irlandais ne donnent que 9 % de soutien à Declan Ganley dans sa propre circonscription, et un nombre mar-

ginal ailleurs en Irlande : insuffisant pour décrocher un seul siège. A travers le reste de l'Europe, selon la compilation de sondages de Predict09.eu, il ne peut compter que sur une poignée de députés européens.

Bien sûr, Declan Ganley refuse de croire les sondages. « Ils sont biaisés. » Et il cite un sondage fait par sa propre campagne, qui lui promet 24 % dans sa circonscription.

Mais depuis le référendum, un phénomène a tout changé : la crise. L'Irlande s'est soudain rendu compte qu'être membre de la zone euro lui a permis d'éviter une situation à l'islamique, avec une violente dévaluation de la monnaie locale.

De plus, la création d'un parti politique est autre chose qu'une campagne référendaire. Le simple message pour le « non » est remplacé par un programme plus complexe. D'autant que Declan Ganley brouille les postes : il se dit pro-européen, mais contre la direction actuelle de la construction européenne. « L'un dans l'autre, c'est positif que l'Irlande fasse partie de l'euro, affirme-t-il. Et il n'est pas question que l'Irlande sorte de l'Union européenne. Le problème est que celle-ci n'est pas démocratique. » Mais comment résoudre le problème ? La réponse est immédiatement plus vague, malgré une promesse de « créer des emplois » et d'apporter le « retour de la croissance ». Pas assez pour créer un mouvement paneuropéen. ■

ERIC ALBERT